

**MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)**

**Personne Publique :**

**AGENCE DE L'EAU LOIRE BRETAGNE**

**9 avenue de Buffon**

**CS 36339**

**45063 ORLEANS CEDEX 02**

---

**Consultation n°25S013**

**Etude visant à apporter les arguments socio-économiques justifiant les dérogations d'objectifs** (objectifs moins stricts) au sens de la Directive Cadre Européenne sur le bassin Loire-Bretagne dans le cadre du projet de Sdage 2028-2033 et **mettre à jour des analyses technico-économiques des classements des masses d'eau** fortement modifiées (MEFM) et masses d'eau artificielles (MEA)

---

# SOMMAIRE

ARTICLE 1	GENERALITES .....	3
	Objet de la prestation .....	3
	Identité du pouvoir adjudicateur .....	3
ARTICLE 2	CONTEXTE GENERAL .....	5
2.01	Ce que dit la directive cadre sur l'eau .....	5
2.02	Les analyses de désignation en OMS, MEFM et MEA menées dans le cadre du Sdage 2022-2027 .....	6
	La désignation en OMS .....	6
	La désignation en MEFM et MEA .....	8
	Synthèse .....	8
ARTICLE 3	CONTENU DES PRESTATIONS .....	8
ARTICLE 4	CALENDRIER ET PILOTAGE DE LA PRESTATION .....	14
4.01	Calendrier .....	14
4.02	Pilotage .....	16
ARTICLE 5	FORMAT DES LIVRABLES .....	16
ARTICLE 6	COMPOSITION DE L'EQUIPE .....	17

## ARTICLE 1 GENERALITES

### Objet de la prestation

L'objet du marché est de mettre en œuvre des analyses technico-économiques visant à produire les éléments permettant de justifier les exemptions aux objectifs environnementaux de la Directive-cadre sur l'eau pour certaines masses d'eau pour le cycle 2028-2033.

Pour mémoire, deux types de dérogations sont notamment concernées :

- Les **objectif moins stricts** (article 4.5 de la DCE) en raison de coûts disproportionnés.
- Les **reports de délai** (article 4.4 de la DCE) en raison de coûts disproportionnés. Les reports de délais ne sont possibles que jusqu'en 2027, sauf dans les cas où les conditions naturelles sont telles que les objectifs ne peuvent être réalisés dans ce délai (cas où le décalage dans le temps entre les actions nécessaires au bon état et les effets est très important).

Un coût est disproportionné au sens de la directive cadre sur l'eau, lorsqu'il est "exagérément coûteux" c'est à dire non supportable par les agents économiques.

Concernant les dérogations d'objectifs environnementaux pour les **masses d'eau artificielles** (MEA) et **masses d'eau fortement modifiées** (MEFM), une mise à jour des fiches de justification existante est attendue pour les masses d'eau ayant fait l'objet d'un de ces deux classements. Il est également demandé de produire l'argumentaire complet pour les nouvelles masses d'eau pré-identifiées fortement modifiées et qui étaient jusqu'alors classées en masses d'eau naturelles.

### Identité du pouvoir adjudicateur

#### **Présentation de l'agence de l'eau Loire-Bretagne**

Établissement public de l'État à caractère administratif créé par la loi sur l'eau de 1964, l'agence de l'eau est chargée d'apporter aux élus et aux usagers, en collaboration avec les services de l'État, une vue d'ensemble des problèmes de l'eau et les moyens financiers qui leur permettent d'entreprendre une politique cohérente pour :

- Lutter contre les pollutions,
- Gérer la ressource en eau,
- Préserver les milieux aquatiques.

Elle met en œuvre les objectifs prioritaires définis par le comité de bassin dans le cadre de programmes pluriannuels d'intervention. Tous les acteurs de la gestion de l'eau (collectivités, utilisateurs, administrations) sont représentés au sein du comité de bassin.

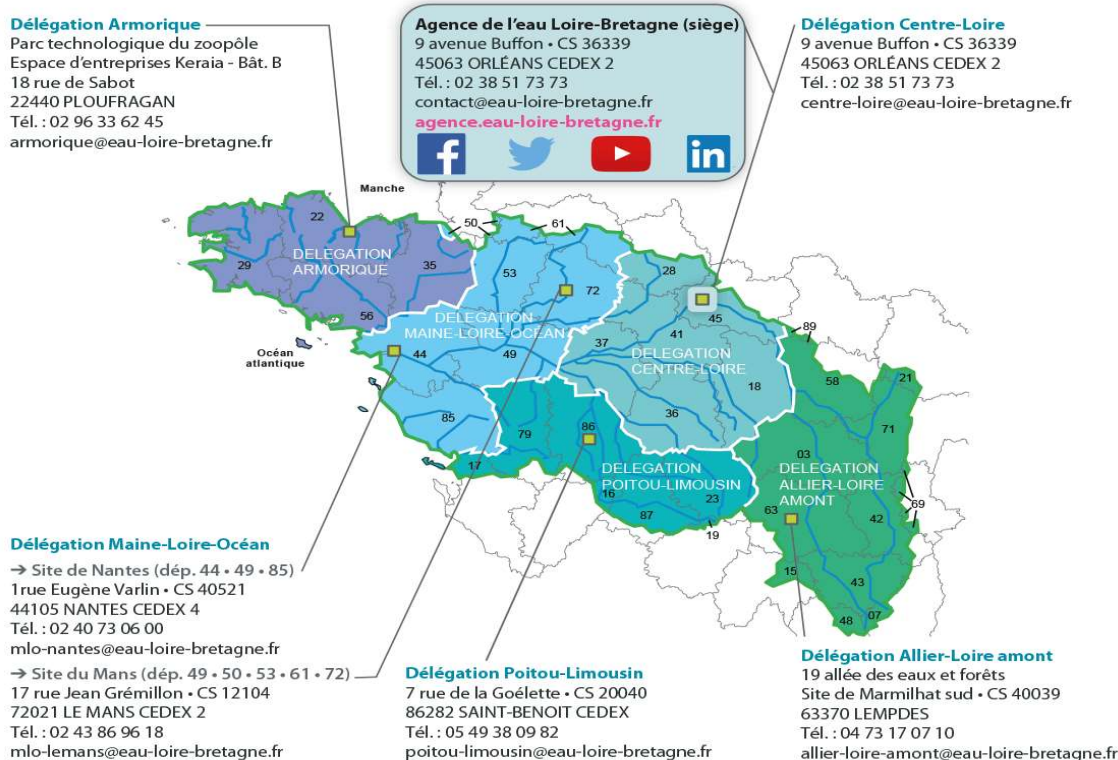
Les aides financières qu'elle apporte proviennent exclusivement des redevances perçues auprès des usagers de l'eau en fonction des pollutions rejetées et des prélèvements d'eau.

L'agence de l'eau Loire-Bretagne a son siège à Orléans - La Source et possède cinq délégations régionales (voir carte ci-après).

Elle intègre la qualité au cœur de ses métiers et est certifiée ISO 9001 : 2015 (Délivré par AB Certification – validité jusqu'au 14/07/2028).

Des sources de la Loire et de l'Allier jusqu'à la pointe du Finistère et à la baie de l'Aiguillon, le bassin Loire-Bretagne couvre 155 000 km<sup>2</sup>, soit 28 % du territoire national métropolitain. Il concerne plus de 334 communautés de communes et plus de 6 800 communes, 8 régions et 36 départements en totalité ou en partie.

### Le territoire de l'agence de l'eau Loire-Bretagne.



### Localisation du siège de l'établissement

Adresse postale :  
Agence de l'eau Loire-Bretagne  
9 avenue Buffon – CS 36339  
45063 ORLÉANS CEDEX 2

### Responsable du projet

Hervé Gilliard, chef de projet relations internationales / planification (direction générale / direction de l'évaluation et de la planification)

## ARTICLE 2 CONTEXTE GENERAL

### 2.01 Ce que dit la directive cadre sur l'eau

La directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 prévoit la prise en compte des dimensions socio-économiques dans la gestion de l'eau, et fixe différentes analyses à mener :

- Dans le cadre de la réalisation de l'état des Lieux : pour caractériser les usages économiques de l'eau, et calculer la récupération des coûts par catégorie d'usagers,
- Dans le cadre du programme de Mesures : chiffrage des mesures nécessaires à l'atteinte des objectifs de bon état,
- Du Sdage : en vue de la justification des reports de délais et des objectifs moins stricts (OMS) pour coûts disproportionnés.

La présente étude répond à une obligation réglementaire (article 4 de la DCE) de justification des dérogations de délai et d'objectif sur le bassin Loire-Bretagne, et de justification de la désignation de masses d'eau fortement modifiées et masses d'eau artificielles.

En effet, l'objectif principal de la directive européenne était l'atteinte du bon état pour l'ensemble des masses d'eau en Europe en 2015.

Néanmoins, la DCE reconnaît que ce bon état est difficile à atteindre pour un certain nombre de masses d'eau en Europe et prévoit des mécanismes de dérogation au bon état dans ses articles 4.4, 4.5, 4.6 et 4.7.

Les différents types de dérogations sont :

- le report de délais (art. 4.4), pour cause de conditions naturelles, de faisabilité technique ou de coûts disproportionnés ;
- l'atteinte d'un objectif moins strict (art. 4.5), également pour cause de conditions naturelles, de faisabilité technique ou de coûts disproportionnés ;
- les dérogations temporaires à l'atteinte du bon état ou à la non-dégradation de l'état pour les événements de force majeure (art. 4.6) ;
- la réalisation des projets répondant à des motifs d'intérêt général majeur (art 4.7).

Ces deux derniers motifs de dérogations n'entrent pas dans le champ de la présente étude.

La définition d'objectifs moins stricts est dès lors le motif de dérogation majoritaire pour les masses d'eau ne pouvant atteindre le bon état en 2027. D'après la DCE, il s'agit de cas de masses d'eau tellement touchées par l'activité humaine ou dont les conditions naturelles sont telles que la réalisation des objectifs est impossible ou d'un coût disproportionné.

Le terme « d'objectif moins strict » peut se révéler démobilisateur et quelque peu trompeur. Il traduit mal le concept qu'il recouvre. Il ne s'agit pas d'une remise en cause définitive de l'objectif de bon état, mais plutôt de son rééchelonnement dans le temps. L'atteinte de l'objectif de bon état en 2027 est considérée comme non envisageable, et l'ambition est adaptée pour certains éléments de qualité (biologique, physico-chimique,

chimique). Il convient d'avoir à l'esprit qu'aucune dégradation supplémentaire n'est tolérée, et que toutes les actions possibles doivent être engagées. Tous les 6 ans, la situation est réexaminée, afin de voir si les conditions permettant de lever la dérogation sont réunies.

L'ensemble des dérogations est à justifier sur la base d'un processus transparent. Un guide est dédié à la méthodologie pour la justification de ces dérogations (Direction de l'eau et de la biodiversité, *Guide DCE – Justification des dérogations* – janvier 2020<sup>1</sup>). Une mise à jour de ce guide a été réalisée dans le courant de l'année 2025 à l'échelle nationale (annexe 0 et annexe 0.bis pour respectivement la version sans mode correction apparent et la version avec mode correction apparent). Il s'agit d'une version projet en cours de finalisation qui apporte des précisions sur les modalités et les démarches de justification.

Outre les dérogations, la DCE autorise dans son article 4.3 le classement de certaines masses d'eau en masses d'eau fortement modifiées (MEFM), lorsque de fortes modifications d'origine anthropique existent, notamment hydromorphologiques (barrage, digues...). Ces MEFM n'ont pas à atteindre le bon état écologique mais un bon potentiel écologique, fixé par rapport aux mesures qu'il serait possible de mettre en œuvre sans remettre en cause l'usage à l'origine du classement en MEFM. Il en est de même pour les masses d'eau artificielles (MEA).

La circulaire DCE 2006/13 cadre la désignation des MEFM et des MEA. Un guide spécifique est dédié à la méthodologie pour leur désignation (« La désignation des masses d'eau fortement modifiées (MEFM) et des masses d'eau artificielles (MEA) », guide technique du 15/02/2006, annexe 1).

Les analyses technico-économiques des désignations et des dérogations doivent être mises à jour et complétées pour le projet de Sdage 2028-2033, suite notamment à la mise à jour de l'état des lieux dans le bassin Loire-Bretagne en 2025.

Les désignations et les dérogations doivent être justifiées à l'aide des critères exigés par la DCE en respectant une démarche prescrite (provisionnement puis désignation, avec identification des usages spécifiés et réalisation des argumentaires...).

## 2.02 Les analyses de désignation en OMS, MEFM et MEA menées dans le cadre du Sdage 2022-2027

### La désignation en OMS

Dans le cadre du précédent Sdage 2022-2027, un travail préparatoire a été mené par le secrétariat technique de bassin (STB) **pour les masses d'eau continentales (cours d'eau et plans d'eau)**. Il a permis d'établir une liste de masses d'eau candidates susceptibles d'être classées en OMS, sur la base d'une analyse typologique. Cette pré-liste a ensuite été passée au crible des analyses technico-économiques de désignation en OMS. Au final, **779 masses d'eau**, dont **713 masses d'eau cours d'eau** et **66 masses d'eau plan d'eau**, ont été pré-désignées en OMS, au titre d'un ou plusieurs des 8 types définis (voir tableau

---

<sup>1</sup> <https://economiev2.eaufrance.fr/guide-methodologique-de-justification-des-derogations-prevues-par-la-directive-cadre-sur-leau-dceance>

ci-dessous, voir annexe 2 pour le rapport final « Etude visant à justifier les dérogations à la DCE et mettre à jour les masses d'eau fortement modifiées et artificielles, version mise à jour le 25/05/2022, voir annexe 3 pour un exemple de fiche de justification par masse d'eau).

Nombre de masses d'eau retenues en OMS	779
ME cours d'eau (CE) en risque de non atteinte du bon état du fait des macropolluants, pour lesquelles les rejets sont manifestement très supérieurs à la capacité des milieux récepteurs <b>(type 1)</b>	40
ME cours d'eau (CE) en risque de non atteinte du bon état du fait de la continuité (hors MEFM) du fait de nombreux obstacles transversaux (un taux d'étagement supérieur à 40% et un taux de fractionnement supérieur à 0,02%) <b>(type 2)</b>	130
ME cours d'eau (CE) en risque MORPHO (hors MEFM), du fait d'une classe « rectification SYRAH (système relationnel d'audit de l'hydromorphologie des cours d'eau) » supérieure à 2, et présentant un taux d'urbanisation à 100m supérieur à 10% <b>(type 3)</b>	77
ME cours d'eau (CE) en risque HYDRO (hors MEFM), avec une contribution majoritaire de l'usage AEP aux pressions de prélèvement <b>(type 4)</b>	5
ME cours d'eau (CE) en risques MORPHO et PESTICIDES (hors MEFM), du fait d'une classe « rectification SIRAH » supérieure à 3, et présentant un taux d'urbanisation à 100m inférieur à 10% <b>(type 5)</b>	388
ME cours d'eau (CE) en risque HYDRO, avec une forte interception des flux par des plans d'eau dans le bassin versant (l'évaporation estimée dépasse 50% du QMNA5) alors que les prélèvements restent modérés (taux d'exploitation inférieur à 50%) <b>(type 6)</b>	343
ME plans d'eau (PE) en risque Phosphore, d'origines différentes, comme les rejets urbains et industriels, l'érosion agricole, voire l'élevage <b>(type 7)</b>	24
ME plans d'eau (PE) en risque Nitrates, d'origines différentes, en grande partie agricole <b>(type 8)</b>	61

Pour les masses d'eau littorales et les masses d'eau souterraines, un travail de désignation a été mené sur la seule base d'une expertise technique interne :

- ⇒ Pour les masses d'eau littorales : désignation de 25 masses d'eau littorales en objectif moins strict pour le bon état écologique, en lien avec une problématique des macro-algues ou de déséquilibre des populations de poissons dans le milieu.
- ⇒ Pour les masses d'eau souterraines : désignation de 58 masses d'eau souterraines en objectif moins stricts en lien avec la présence de familles de pesticides dont l'utilisation était à l'époque autorisée.

### La désignation en MEFM et MEA

Le Sdage 2022-2027 comprend la liste des masses d'eau classées fortement modifiées ou artificielles. Elles font toutes l'objet d'une fiche d'identification comprenant des éléments de justification techniques, financiers et économiques (voir annexe 4 pour un exemple de fiche existante). D'un cycle à l'autre, certaines masses d'eau peuvent être amenées à changer de catégories et passer de MEFM à MEN (masses d'eau naturelles) par exemple. Cette situation concernera un nombre limité de masses d'eau. A ce stade, 13 masses d'eau cours d'eau désignées en MEFM depuis le premier cycle DCE seraient susceptibles d'être proposées en masses d'eau naturelles. Par ailleurs, 3 nouvelles masses d'eau cours d'eau ont été ajoutées au référentiel du bassin Loire-Bretagne. Ces masses d'eau devront être passées au crible du processus de désignation.

### Synthèse

En résumé, dans le Sdage Loire-Bretagne 2022-2027 (voir annexe 5 pour un détail statistique) :

- ⇒ 810 masses d'eau de surface ont été classées en objectifs moins stricts pour le bon état écologique (38 % des masses d'eau cours d'eau, 63 % des masses d'eau plan d'eau, 36 % des masses d'eau littorales) ;
- ⇒ 3 masses d'eau de surface et 58 masses d'eau souterraines (sur 146 masses d'eau souterraines, soit 40 %) ont été classées en OMS pour le bon état chimique ;
- ⇒ 124 masses d'eau souterraines sur 146 sont en bon état quantitatif depuis 2015, 17 le sont depuis 2021, et 5 devraient être en bon état quantitatif en 2027 ;
- ⇒ 164 masses d'eau toutes catégories confondues ont été classées MEFM ;
- ⇒ 28 masses d'eau ont été classées en MEA.

## **ARTICLE 3 CONTENU DES PRESTATIONS**

L'étude comporte plusieurs tâches dont le phasage est repris dans la partie 4 relative au calendrier.

### **Tâche préalable n°1 : Consolider et produire les données socio-économiques par masse d'eau nécessaires aux travaux de justification**

Cette première étape est prioritaire et constitue un préalable aux différentes tâches à réaliser. En effet, c'est sur la base des données rassemblées que pourront être menées les analyses de justification des classements des masses d'eau en objectifs moins stricts, en fortement modifiées ou artificielles.

Il s'agit de constituer une base comprenant des données de caractérisation démographique, technique, financière ou encore économique par masse d'eau (par exemple : nombre d'habitants, nombre de ménages, variation de la population sur 10 ans, niveau du prix de l'eau, type et nombre d'établissements industriels, effectifs salariés industriels, démographie agricole, typologie agricole par nature d'occupation du sol, marge



brute agricole, nombre d'UGB, nombre d'usagers par activités récréatives liées à l'eau, quantité de poissons prélevés en pêche professionnelle et valeur créée, répartition des volumes prélevés par usage revenu net par ménage, montants financiers des actions de gestion et de préservation de l'eau engagés...). Ces données devront être en priorité quantifiables et quantifiées. Chaque donnée utilisée doit être décrite et sourcée.

La base de données établie lors du cycle précédent sera fournie au prestataire. Il devra :

- ⇒ La mettre à jour sur la base de données plus récentes.
- ⇒ La compléter par des champs qu'il jugera nécessaire au travail de désignation. Il est attendu que le prestataire fasse des propositions de champs complémentaires dans le cadre de son offre.

L'agence de l'eau dispose de données « métiers » qui seront fournies au prestataire (par exemple les données de prélèvement par type d'usage ou encore les actions engagées par masse d'eau pour contribuer à l'atteinte du bon état). Pour la majorité des données de caractérisation, le prestataire devra mobiliser des sources de données externes.

#### Livrables :

- la base de données mise à jour et complétée, au format excel ou access avec les métadonnées associées
- un document présentant la méthode.

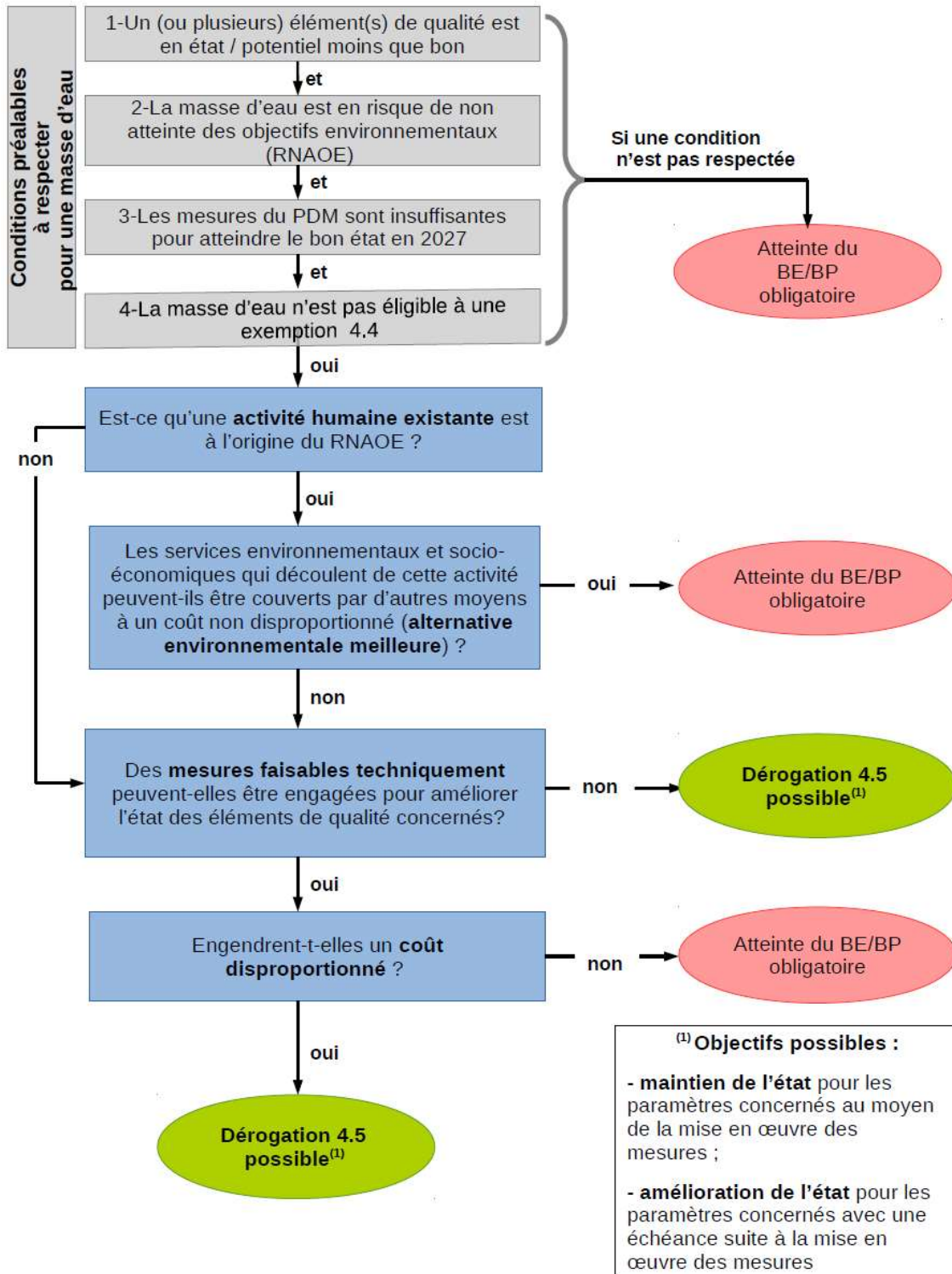
### **Tâche 2 : Réaliser une étude visant à apporter les éléments justifiant les objectifs moins stricts pour coûts disproportionnés.**

Le prestataire devra réaliser les études nécessaires à la justification du classement en objectif moins strict pour coûts disproportionnés : « un objectif moins strict correspond à l'état attendu de la masse d'eau une fois que toutes les mesures techniquement faisables et à un coût non disproportionné ont été mises en œuvre. Il est convenu que les objectifs moins stricts ainsi retenus traduisent un principe de réalisme technique, économique et temporel pour le retour au bon état du milieu. » (Direction de l'eau et de la biodiversité, *Guide DCE – Justification des dérogations* – janvier 2020).

Chaque masse d'eau candidate au classement en objectifs moins stricts est soumise à « différents tests » synthétisés dans le logigramme ci-dessous. Il peut être résumé comme suit :

- ⇒ Il convient de vérifier que les critères préalables à l'identification des masses d'eau candidates sont remplis (par exemple, un ou plusieurs éléments de qualité en état moins que bon, l'existence de pressions significatives) ;
- ⇒ Si une activité humaine est à l'origine des altérations sur une masse d'eau donnée, existe-t-il des alternatives pour pratiquer l'activité autrement et ailleurs ou des actions techniquement faisables, sans que cela entraîne des coûts disproportionnés ?

## Test article 4.5



Il sera demandé au prestataire de conduire cette démarche de manière pragmatique. En toute rigueur, le processus de désignation prévoit que des analyses monétarisées soient réalisées pour apprécier les coûts et les bénéfices<sup>2</sup>. Il sera toutefois possible de mobiliser une analyse plus qualitative en fonction des données existantes (par exemple sous la forme d'une analyse de type multicritères). Pour les cas où aucune alternative n'existe, une analyse « concise » pourra suffire.

Pour mener à bien le travail de justification, le prestataire s'appuiera notamment sur les données qu'il aura mises à jour et complétées dans le cadre de la tâche n°1.

Livrables attendus :

- un document présentant la méthode utilisée et les analyses réalisées
- une base de données comportant l'exhaustivité des données utilisées
- des formulaires permettant de visualiser sous un format adapté les différents phases et éléments rassemblés conduisant à retenir ou non la masse d'eau en OMS.

**Tâche n°3 : Mettre à jour les éléments de désignation de masses d'eau en masses d'eau artificielles MEA/ masses d'eau fortement modifiées MEFM**

L'analyse attendue est similaire au logigramme ci-dessus (voir également en annexe 4 un exemple de restitution sous la forme de fiche). Le travail attendu consiste à mettre à jour les fiches de désignation en MEA/ MEFM sur la base des éléments rassemblés dans le cadre de la tâche n°1. Cette mise à jour pourra conduire le cas échéant à reconsidérer le classement proposé. En l'occurrence, 2 ensembles de masses d'eau sont à étudier de manière plus approfondie, du fait de questionnements d'acteurs de ces territoires.

---

<sup>2</sup> Le prestataire pourra s'appuyer sur l'outil D4E développé par le ministère de la transition écologique et qui propose une automatisation des calculs coûts bénéfices (Lien de téléchargement : <https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&opi=89978449&url=https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/Outil%2520ACB-DCE.xls&ved=2ahUKEwjF08qQ4P2PAxXqUaQEHYjfDzkQFnoECBkQAQ&usg=AOvVaw320Ek9ZTLU6TyYAKt3NbTg>). Une version mise à jour sera fournie au prestataire.

- ⇒ Le premier ensemble concerné par des masses d'eau classées en MEFM ou MEA en lien avec de la navigation de plaisance et des activités nautiques en eau douce masses d'eau :

FRGR0056A	L'AULNE DEPUIS LA CONFLUENCE DU CANAL DE NANTES A BREST JUSQU'A L'ESTUAIRE
FRGR0071	L'HYERE DEPUIS LA CONFLUENCE DU KERGOAT JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC L'AULNE
FRGR0072	LE KERGOAT DEPUIS LA TRANCHEE DE GLOMEL JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC L'HYERE (CANAL DE NANTES A BREST)
FRGR0093A	LE BLAVET DEPUIS LA CONFLUENCE DU CANAL DE NANTES A BREST JUSQU'A LA RETENUE DE GUERLEDAN
FRGR0093C	LE BLAVET DEPUIS LA RETENUE DE GUERLEDAN JUSQU'A L'AMONT DE PONTIVY (LIEU-DIT LA CASCADE)
FRGR0093D	LE BLAVET DEPUIS PONTIVY JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC L'EVEL
FRGR0935A	CANAL DE NANTES A BREST DEPUIS L'OUST A LA RIGOLE D'HILVERN
FRGR0935B	CANAL DE NANTES A BREST DEPUIS LA RIGOLE D'HILVERN JUSQU'AU BLAVET
FRGR0937A	CANAL DE NANTES A BREST DEPUIS LE BLAVET JUSQU'A LA CONFLUENCE DU DORE
FRGR0937B	CANAL DE NANTES A BREST DEPUIS LA CONFLUENCE DU DORE JUSQU'AU KERGOAT

- ⇒ Le second ensemble concerné par des masses d'eau classées en MEFM en lien avec des modifications anthropiques de grande ampleur pour garantir les pratiques agricoles de ces territoires :

FRGR0448	L'AUTHION ET SES AFFLUENTS DEPUIS BRAIN-SUR-ALLONES JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC LE LATHAN
FRGR0452	LE LATHAN ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA CONFLUENCE DU PONT MENARD JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC L'AUTHION
FRGR1004	LE LATHAN ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA RETENUE DES MOUSSEAUX JUSQU'A LA CONFLUENCE DU PONT MENARD

Pour l'analyse approfondie utilisée (entretiens avec des acteurs des commissions locales de l'eau concernées, avec des acteurs clés, analyse technique de documents existants, démarche cartographique, ...), le titulaire devra respecter la méthode définie dans son mémoire technique.

Enfin, 3 nouvelles masses d'eau intégrées au référentiel 2025 sont candidates au classement en MEFM ou MEA :

FRGR2300	LE COUESNON DE PONTORSON JUSQU'AU BARRAGE DE BEAUVOIR
FRGR2301	CANAU DE LA BANCHE DE LA BRUNE ET DE LA BRIE
FRGR2302	COTIERS LITTORAUX D'ESNANDES VILLEDoux SAINT-OUEN

Livrables attendus :

- un document présentant la méthode utilisée et les analyses réalisées
- une base de données comportant l'exhaustivité des données utilisées
- des formulaires permettant de visualiser sous un format adapté les différentes phases et éléments rassemblés conduisant à retenir ou non la masse d'eau en MEFM ou MEA.

Un seul et même outil permettant de rassembler les résultats de la tâche n° 2 et de la tâche n° 3 sera apprécié.

**Eléments de volumétrie pour les 3 « tâches » :**

Le travail mené lors du Sdage 2022-2027 comprend des analyses sur lesquelles il sera possible de s'appuyer (voir annexe 2 pour le rapport final « Etude visant à justifier les dérogations à la DCE et mettre à jour les masses d'eau fortement modifiées et artificielles, version mise à jour le 25/05/2022). La liste des MEFM et des MEA sera également fournie au prestataire, ainsi que les fiches établies pour justifier ce classement.

Enfin, la liste des masses d'eau candidates sera communiquée au prestataire par l'agence de l'eau Loire-Bretagne.

Les consignes nationales concernant le niveau d'atteinte du bon état des masses d'eau, et l'ampleur des dérogations qui pourront être utilisées, ne sont à ce jour pas définies. Il est programmé que les instances du bassin Loire-Bretagne fixent l'ambition du prochain Sdage 2028-2033 d'ici la fin de l'année 2025. La « cible » devrait être stabilisée au moment du démarrage de la présente étude. Néanmoins, à ce stade, le candidat se référera à la volumétrie des analyses décrites dans le tableau suivant.

<b>Tâches</b>	<b>Travaux attendus</b>	<b>Nombre de masses d'eau concernées</b>
<b>Tâche n°1</b>	Constituer une base de données socio-économiques avec des données par masse d'eau permettant d'alimenter les analyses nécessaires pour la justification des classements en OMS, en MEFM et en MEA	2 203 masses d'eau de surfaces et 146 masses d'eau souterraines
<b>Tâche n°2</b>	Etablir des fiches de justification des dérogations des masses d'eau en OMS pour le prochain SDAGE 2028-2033	1 600 ( <i>estimation</i> )
<b>Tâche n°3</b>	Travaux de réactualisation des fiches MEFM et MEA existantes / élaboration de 3 nouvelles fiches / étude approfondie du retrait éventuel du classement MEFM de 13 masses d'eau particulières	195

## **Récapitulatif des éléments fournis par le demandeur**

<b>Annexe 0</b>	Guide_DCE_Dérogationscycle3
<b>Annexe 0_bis</b>	Guide_DCE_Dérogationscycle3_mode_modif.
<b>Annexe 1</b>	Guide technique MEFM de 2006
<b>Annexe 2</b>	Etude visant à justifier les dérogations à la DCE et mettre à jour les masses d'eau fortement modifiées et artificielles, version mise à jour le 25/05/2022
<b>Annexe 3</b>	Fiches OMS
<b>Annexe 4</b>	Fiches MEFM / MEA
<b>Annexe 5</b>	Statistiques sur les objectifs et échéances pour les différentes catégories de masses d'eau (Sdage 2022-2027)
<b>Annexe 6</b>	Tableau des objectifs par masses d'eau du Sdage 2022-2027 (basé sur le référentiel 2019)
<b>Annexe 7</b>	Référentiel des masses d'eau de surface 2025 (pour prendre connaissance des évolutions à la marge en termes de masses d'eau supprimées, fusionnées ou ajoutées par rapport au référentiel 2019)
<b>Annexe 8</b>	Référentiel des masses d'eau souterraines 2025 (pour prendre connaissance des évolutions à la marge en termes de masses d'eau supprimées, fusionnées ou ajoutées par rapport au référentiel 2019)

## **ARTICLE 4 CALENDRIER ET PILOTAGE DE LA PRESTATION**

### **4.01 Calendrier**

Les équipes techniques du secrétariat technique de bassin (agence de l'eau, Dreal de bassin, office français de la biodiversité) engagent le travail d'élaboration du projet de Sdage à la fin du premier semestre 2025. Sur cette base, les instances de bassin seront sollicitées une fois par mois en 2026, et ce jusqu'au mois de juin 2026 date à laquelle il sera demandé à la commission planification de préparer l'avis du comité de bassin **sur le projet de Sdage 2028-2033, les objectifs environnementaux et les justifications éventuelles de classement en OMS, MEFM et MEA**. Le comité de bassin adoptera le projet de Sdage en juillet 2026. Ce calendrier est construit pour répondre à l'obligation de saisine de l'autorité environnementale le 15 juillet 2026.

#### **Calendrier envisagé :**

Une première réunion de lancement du comité de pilotage devra être organisée au démarrage de la prestation. Cette réunion sera l'occasion d'approfondir certains points selon le souhait du prestataire, de faire le point sur l'ensemble des documents disponibles et nécessaires au bon déroulé de la prestation, ainsi que d'affiner le calendrier, le cas échéant. Le prestataire présentera sa méthode de travail.

La deuxième réunion du comité de pilotage aura lieu 1 mois après la réunion de lancement. Cette réunion aura pour objet principal la restitution des livrables prévus dans le cadre de la tâche n°1.

La troisième réunion du comité de pilotage aura lieu 2 mois après la réunion de démarrage, afin de faire le point sur le niveau d'avancement des tâches n°2 et n°3. Le maître d'ouvrage pourra au besoin réorienter les travaux menés par le prestataire.

La quatrième réunion aura lieu 4 mois après la réunion de démarrage pour présenter les livrables attendus dans le cadre des tâches n°2 et n°3.

Une cinquième réunion aura lieu 9 mois après le démarrage de la prestation pour lancer toutes les analyses complémentaires issues des remarques du comité de bassin, de l'autorité environnementale et des remontées des équipes locales (agence, Etat). Il s'agira d'ultimes améliorations ou modifications sur la forme et sur le fond du jeu des fiches OMS, MEFM et MEA (tâches 2bis et 3bis).

La sixième réunion clôturera la prestation 12 mois après le démarrage de la prestation.

Mois	M0	M+1	M+2	M+4	M+9	M+12
Réunions	Réunion 1	Réunion 2	Réunion 3	Réunion 4	Réunion 5	Réunion 6
Objectif du comité de pilotage	Démarrage de la prestation / réunion de lancement	Livrables base de données – tâche n°1	Niveau d'avancement – tâches n°2 et n°3	Livrables finaux OMS et MEFM – tâches n°2 et n°3	Ajustements et améliorations – tâches n°2 et n°3	Clôture prestation

Des éléments seront transmis aux représentants du comité de pilotage par le prestataire en amont de chacune des réunions.

Un compte-rendu est établi par le prestataire à l'issue de chaque réunion. Il est transmis aux membres du comité de pilotage cinq jours ouvrés après la réunion. Dans les dix jours suivant la réunion, les membres du comité de pilotage valident les éventuels documents soumis et discutés en réunions.

Un suivi et des contacts réguliers seront à prévoir avec le pilote de l'étude au sein de l'agence de l'eau en dehors des réunions du comité de pilotage.

#### **4.02 Pilotage**

Un comité de pilotage assurera le suivi et se réunira lors des réunions précitées. Les réunions pourront se tenir en visio-conférence, à l'exception de la réunion de lancement, la troisième réunion et la réunion de clôture qui se tiendront en présentiel à Orléans.

Ce comité de pilotage est constitué de membres du secrétariat technique de bassin.

Au sein de ce comité de pilotage, Hervé Gilliard est identifié comme interlocuteur principal du prestataire.

L'agence mettra à disposition du prestataire l'ensemble des documents, bases de données et notes disponibles pour la réalisation de l'étude.

### **ARTICLE 5 FORMAT DES LIVRABLES**

Le prestataire produira une synthèse de la recherche bibliographique et de ressources pédagogiques utilisées au cours de l'étude. Il consignera les comptes rendus des échanges qu'il aura eus avec les différentes personnes contactées et les fournira à l'agence et rédigera un compte rendu des réunions du comité de pilotage. En plus du rapport de synthèse, il produira un support pédagogique de présentation de l'étude et de ses résultats sous un format à déterminer, de type présentation. Il fournira les fichiers de données brutes et traitées au format Excel ou Access.

De façon générale, il sera utilisé pour les fichiers Excel un minimum de macros ou de fonctions élaborées. Ces fichiers devront pouvoir être mis à jour facilement par le maître d'ouvrage. Cela implique une description précise et explicite des données, méthodes, calculs, formules et macro utilisés.

A la fin de l'étude, il rédigera un rapport final présentant l'ensemble de la démarche et les résultats obtenus. Ce rapport sera remis à l'agence en 1 seul exemplaire, accompagné d'une synthèse.

A l'issue de l'étude, le prestataire remettra à l'agence l'ensemble des données et les projets cartographiques avec tous les fichiers qui sont nécessaires à son fonctionnement, compatibles QGis avec communication des métadonnées.

L'agence de l'eau Loire-Bretagne sera propriétaire des projets cartographiques ainsi développés, ainsi que des codes sources, que le prestataire lui aura remis.

L'étude en version informatique sera rendue via un disque externe en 2 exemplaires et comprendra tous les éléments sus-cités.



## **ARTICLE 6 COMPOSITION DE L'EQUIPE**

Le titulaire s'engage à maintenir le même chef de projet durant toute la durée de l'étude. En cas de force majeure, le prestataire s'engage à désigner un chef de projet de qualification équivalente.